

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la Société

Journal de la société statistique de Paris, tome 53 (1912), p. 533-541

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1912__53__533_0

© Société de statistique de Paris, 1912, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 12. — DÉCEMBRE 1912

I

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 20 NOVEMBRE 1912

Sommaire. — Adoption du procès-verbal de la séance du 16 octobre 1912 — Election de trois membres titulaires — Présentation de trois membres titulaires — Communication par M. le président de la liste des candidats au Conseil d'administration — Correspondance et présentation d'ouvrages : M. le secrétaire général — Communication de M^{lle} de Pissargevsky sur les statistiques de recettes et de dépenses de familles finlandaises d'après l'enquête de M^{lle} Vera Hjelt Discussion MM. Barriol, J. Beirard, Cadoux, Desroys du Roure, Neymarek, Schelle — Communication de M. Paul Meuriot sur deux livres fonciers de Paris, 1901-1911 Discussion : MM. Cadoux, Desroys du Roure, A. Neymarek — Fixation de l'ordre du jour de la séance du 18 décembre 1912.

La séance est ouverte à 9 heures sous la présidence de M. DESROYS DU ROURE, président

Le procès verbal de la séance du 16 octobre 1912 est adopté sans observations

M. le PRÉSIDENT met aux voix les candidatures de MM. Jean BRUNHES, LÉVY-OUTMONT et Marc BEL qui ont été présentées dans la dernière séance, ces candidatures sont acceptées à l'unanimité.

M. le Président annonce qu'il a reçu les demandes de candidatures suivantes :

Comme *membres titulaires* :

M. CORRÉARD, chef du service de l'Inspection générale des Finances, 56, rue Rennequin (XVII^e), présenté par MM. Delamotte et Desroys du Roure

M. Charles MEYER, administrateur de la Société des télégraphes Belin, 11 bis, rue Blanche (IX^e), présenté par MM. Richard et Petit.

M. André ROBERT, rédacteur au ministère des Travaux publics, docteur en droit, 3, place Wagram (XVII^e), présenté par MM. Fléchet et Barriol.

Conformément à l'usage, il sera statué sur ces candidatures dans la prochaine séance.

M. le Président annonce que, dans sa dernière séance, le Conseil a, conformément à l'article 6 du règlement intérieur, arrêté la liste des candidats aux places qui

deviendront vacantes dans le Conseil à partir du 1^{er} janvier 1913. Le Conseil propose :

Comme *président*, pour 1913, — M. CADOUX.

Comme *troisième vice-président*, — M. MALZAC.

Comme *membre du Conseil* pour deux ans en remplacement de M. COLSON démissionnaire, — M. Raphaël-Georges LÉVY.

Comme *membres du Conseil* pour trois ans, — MM. D'EICHTHAL et DUBERN-BOISLANDRY en remplacement de MM. Malzac et Meuriot, membres sortants du Conseil. En vertu des statuts, M. le Président rappelle que toute candidature proposée par cinq membres au moins sera de droit ajoutée à la liste dressée par le Conseil pourvu qu'elle soit conforme aux dispositions des articles 5 et 8 des statuts et qu'elle ait été transmise à M. Barriol avant le 29 novembre 1912.

M. le Président annonce que M. Würzburger, secrétaire général de la Société allemande de Statistique, a fait part officiellement de l'organisation de cette société, dont le président est M. von Mayr. M. Würzburger donne en même temps quelques indications sur l'organisation générale de la Société, et il adresse un compte rendu succinct des réunions de la Société (voir annexe au présent procès-verbal).

M. le Président souhaite la bienvenue à cette nouvelle société dont nos collègues suivront certainement les travaux avec beaucoup d'intérêt.

M. le Président dit ensuite que, depuis la dernière séance, M. Payelle, le très sympathique ancien président de la Société, a été nommé premier président de la Cour des Comptes. Nos collègues, MM. Delamotte, Privat-Deschanel et Maurice Bloch, ont été appelés respectivement aux postes de directeur au ministère des Affaires Étrangères, procureur général près la Cour des Comptes et directeur général de la Comptabilité publique.

En outre, un certain nombre de membres de la Société ont été promus ou nommés dans l'Ordre national de la Légion d'honneur : MM. Bloch, Dabat, Delanney ont été élevés à la dignité de commandeur ; MM. E. Berr et Perquel, à celle d'officier ; MM. Aupetit, D. Bellet, Paul Mayen et Thillaye ont été nommés chevaliers.

M. le Président est certain d'être l'interprète de tous en adressant à ces membres éminents de la Société de Statistique ses plus sincères et ses plus cordiales félicitations.

La parole est donnée à M. le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL pour la lecture de la correspondance et la présentation des ouvrages adressés à la Société depuis sa dernière séance.

Dans la correspondance M. BARRIOL signale une lettre de M. Irving Fisher, le savant statisticien, professeur de mathématiques à Yale University, dans laquelle celui-ci rappelle le vote du Congrès international des Chambres de Commerce (26 septembre 1912) relatif à l'étude de la cherté de la vie et aux moyens d'essayer d'y apporter sinon un remède, du moins une atténuation. Ceux de nos collègues que la question intéresse particulièrement, et ils sont probablement nombreux, voudront bien s'adresser à M. Fisher, 460, Prospect Street, New Haven, Connecticut.

Il signale ensuite l'apparition de la seconde partie de l'ouvrage de notre très regretté président, M. Levasseur, sur l'histoire du commerce de la France.

Parmi les publications officielles on remarque entre autres (voir liste p. 586) :

La statistique des chemins de fer français d'intérêt local, les rapports du Conseil supérieur du Travail sur la réglementation du travail des employés, la statistique des familles en 1906, publiée par la Statistique générale de la France qui a également envoyé son bulletin trimestriel ;

Les statistiques suédoises, danoises, celle de la ville de Stockholm, le rapport général sur le commerce du Commonwealth australien, les statistiques de la République de Bolivie, l'annuaire statistique agricole, la statistique des Gouvernements de Bosnie et d'Herzégovine ; les publications 42 et 48 de la statistique de Budapest, le commerce extérieur de Cuba, les tables de mortalité et de survie pour la Suède de 1816 à 1910 ;

L'état général et comparatif du régime fiscal de la France, de notre excellent ami M. Salefranque ; le programme de la France au Maroc, de M. Couilleaux ; un travail sur le problème de l'eugénique, de M. C. Gini ; la troisième livraison du bulletin de l'Institut international de Statistique ; le mouvement des sociétés minières, de M. A. Penafiel ; une étude de M. Irving Fisher sur la cherté de la vie et les moyens de lutter contre elle ; la mortalité des nourrissons en Hollande et la recherche de ses causes en tenant compte de la nutrition, par le sympathique secrétaire général de l'Institut international de Statistique, M. Méthorst.

M. le PRÉSIDENT annonce que le cinquante et unième Congrès des Sociétés savantes s'ouvrira à Grenoble le 13 mai 1913 et il convie les collègues de la Société à présenter des travaux. Les congressistes, pour profiter des facilités de circulation accordées par les compagnies de chemins de fer, devront faire la demande au troisième bureau de la Direction de l'Enseignement supérieur avant le 15 avril 1913, dernier délai, en indiquant exactement l'itinéraire qu'ils désirent emprunter.

La parole est donnée à M^{lle} DE PISSARGEVSKY pour le développement de sa communication sur les statistiques de recettes et de dépenses des familles finlandaises.

M^{lle} de Pissargevsky indique que l'inspectrice du travail qui a procédé à cette remarquable enquête menée avec un soin méticuleux est M^{lle} Vera Hjelt ; elle l'a faite en exécution des ordres du Sénat impérial de Finlande. Les questionnaires ont touché 953 familles qui devaient les remplir pendant douze mois ; mais, comme d'habitude, un grand nombre d'entre eux n'ont pas été retournés, ou ont été inutilisables ; il est resté seulement 380 questionnaires donnant des résultats intéressants.

Sur les 380 ménages ayant fait parvenir les livrets qui leur avaient été adressés, 75 avaient un revenu inférieur à 1.000 francs, 223 un revenu compris entre 1.001 et 2.000 francs, 71 un revenu compris entre 2.001 et 3.000 francs. Enfin 11 jouissaient d'un revenu supérieur à 3.000 francs mais inférieur à 4.000 francs.

Ces familles se classent différemment suivant que l'on considère les recettes ou les dépenses ; et il ressort nettement de l'enquête qu'il faut attribuer une part importante aux recettes accessoires complétant le salaire des chefs de famille. On a pu également constater que toutes les familles, dont le revenu dépassait 1.900 francs, faisaient des économies, quel que soit le nombre des bouches à nourrir.

L'examen des dépenses par nature peut se résumer comme suit : dépenses indispensables (nourriture) 55,4 % ; excitants (alcool, café, tabac) 1,7 % ; entretien général (logement, vêtements) 30,7 % ; buts sociaux 1,9 % ; besoins intellectuels 1,7 % ; hygiène (soins médicaux, propreté) 2,5 % ; prévoyance 1,5 % ; divers 4,6 %.

Les dépenses d'hygiène paraissent proportionnellement très faibles. Il faut en chercher l'explication dans ce fait qu'en Finlande la ménagère s'occupe de la lessive ; d'autre part, les bains sont gratuits ou à très bon marché. Enfin, la loi sur les accidents a eu pour effet certain de diminuer les dépenses concernant les soins médicaux.

Il serait évidemment intéressant de pouvoir faire des comparaisons avec les ouvriers français placés dans les mêmes conditions, mais les statistiques ne sont pas conduites de la même manière. L'enquêteuse a critiqué sérieusement l'organisation des cuisines, et elle a indiqué un certain nombre de réformes intéressantes qui pourraient être généralisées dans beaucoup de pays, car il est certain que l'éducation de la classe ouvrière au point de vue de la valeur alimentaire des objets de consommation est tout à fait insuffisante.

M^{lle} de Pissargevsky étudie ensuite les ressources et les dépenses par unité de consommation et montre combien il importerait de s'entendre au sujet des quets de consommation. Elle compare les systèmes adoptés dans divers pays qui présentent des différences s'élevant à plus de 20 % ; le résultat de l'enquête concorde assez bien avec des indications données en France, notamment par M. Barriol, savoir que la vie normale d'un ouvrier industriel nécessite une somme supérieure à 2 francs par unité de consommation dont moitié pour la nourriture.

Lorsqu'on examine les chiffres de l'enquête, on constate un fait remarquable : très souvent les recettes ne couvrent pas les dépenses. Ainsi 91 ménages sur 380 enquêtés ont dû faire appel à des ressources auxiliaires pour équilibrer leur budget. Une autre constatation générale est que les ressources du père sont insuffisantes pour les besoins de la famille. Pour que tout le monde puisse vivre, il est nécessaire que le père et les enfants travaillent et rapportent leurs gains à la maison.

M^{lle} de Pissargevsky conclut son exposé en disant qu'en Finlande comme partout il faut attribuer la crise de la cherté de la vie à l'accroissement des dépenses dites de bien-être et c'est surtout de ce côté qu'il faut chercher la raison des récriminations des ouvriers qui désirent largement profiter de la meilleure utilisation des forces de la nature.

M. le PRÉSIDENT dit que les membres de la Société doivent être très reconnaissants à M^{lle} de Pissargevsky d'avoir bien voulu analyser l'enquête de M^{lle} Vera Hjelt et d'en avoir tiré des conclusions intéressantes. Il déclare ouverte la discussion.

M. SCHELLE applaudit à la conférence si instructive de M^{lle} de Pissargevsky. Il désire en outre poser quelques questions à la conférencière. Tout d'abord, l'auteur de l'enquête s'est-elle prononcée sur la sincérité des déclarations ? Les conclusions que l'on a dégagées de cette enquête reposent sur des moyennes établies d'après un petit nombre de livrets. Si certains chiffres ont été faussés ou si quelques déclarations n'ont pas été absolument sincères, les moyennes ne peuvent avoir grande valeur. M. Schelle attire ensuite l'attention de la Société sur le minimum nécessaire à l'existence. Celui-ci n'existe pas ; il est tout à fait relatif. La vérité est que l'on vit comme l'on peut : certains cantonniers corses, ayant une nombreuse famille, consomment uniquement du pain et du fromage. Encore en ont-ils suffisamment. Est-ce là le minimum ? L'orateur rappelle qu'au dix-huitième siècle, une société de Hambourg, qui distribuait des secours, fit une enquête afin de savoir si les sommes d'argent qu'elle remettait étaient suffisantes pour permettre à certaines catégories de gens de vivre sans travailler. On constata que, malgré la modicité des secours distribués, quelques individus ne cherchaient point à se créer d'autres ressources ; ils vivaient mal, mais vivaient tout de même avec ce que leur remettait la Société.

M^{lle} DE PISSARGEVSKY répond qu'on peut être assuré de la sincérité de l'enquête. Le petit nombre des livrets utilisés montre bien que l'on a rejeté ceux qui étaient incomplets ou mal remplis. Il y a eu peu de livrets mais la quantité a été remplacée par la qualité. Au sujet du minimum nécessaire à la vie, elle partage entièrement l'opinion de M. Schelle. Nos besoins forment une échelle mobile et varient avec les salaires que nous recevons. Gide l'a dit excellemment : on peut compter le nombre de morceaux de pain suffisants pour nourrir un individu, mais on ne connaîtra jamais le nombre de mètres de dentelles dont aura besoin une femme.

Répondant ensuite à une demande de M. Desrois du Roure, M^{lle} de Pissargevsky indique que l'enquête n'a saisi que des ouvriers industriels et ne s'applique pas aux ouvriers agricoles.

M. CADOUX dit que chaque fois que l'on a entrepris des enquêtes de ce genre, on n'a pu utiliser qu'une très faible proportion des documents réunis. C'est là un fait intéressant à signaler parce qu'il est général. Mais le point sur lequel il désire plus particulièrement attirer l'attention des membres de la Société, c'est que, lorsqu'on suit l'échelle croissante des salaires, à tous les degrés, on trouve des familles dont le budget est déficitaire. Comment l'expliquer ?

M. J. BERNARD indique que l'enquête finlandaise a été effectuée dans une période de crise. Or, les ressources des ouvriers de l'industrie varient avec l'état de cette dernière. Il est donc possible que le déficit constaté ait été comblé grâce aux ressources provenant d'économies antérieures. C'est ce qui se passe souvent et explique très suffisamment l'alternance des bénéfices et des déficits pouvant se produire dans les budgets des familles ouvrières.

M. BARRIOL fait remarquer que les déficits constatés peuvent également s'expliquer par les dettes ou les emprunts que contractent les familles ouvrières et qui trop souvent vont en s'accumulant.

M. Alfred NEYMARCK dit que le questionnaire dont M^{lle} de Pissargevsky a donné lecture dans sa communication si intéressante, peut être rapproché de ceux qui, dans diverses enquêtes ouvrières, avaient été dressés, notamment dans celle présidée par M. Spuller, il y a une trentaine d'années. Il faut bien prendre garde, dans ces sortes d'enquêtes, à ce qu'on appelle « les moyennes ». On ne vit pas avec une « moyenne » : comme le disait M. Thiers, les moyennes sont faites de la richesse des uns et de la misère des autres. Il en est de même aussi d'un « minimum d'existence ». Ce sont des termes bien vagues qui prêtent à de fausses interprétations. On vit avec ce qui est absolument nécessaire : minimum, moyenne, pour le salarié, pour le petit rentier, le bourgeois, sont des mots, rien de plus.

M. le PRÉSIDENT remercie chaleureusement M^{lle} de Pissargevsky de sa très intéressante communication ainsi que les orateurs qui ont pris part à la discussion.

Il donne ensuite la parole à M. Meuriot pour sa communication sur *les Deux livres fonciers de Paris, 1901-1911*.

M. MEURIOT indique que son étude a pour principal objet l'examen des relations du mouvement de la population et du développement immobilier dans la période 1881-1901.

De 1881 à 1911, la population parisienne a augmenté de 600.000 âmes. L'accroissement ne s'est pas effectué avec la même vitesse pendant les trois périodes décennales : de 7,8 % dans la période 1881-1891, il est passé à 10,9 % dans la période 1891-1901 et est descendu à 6,4 % dans la période 1901-1911. La répartition topographique de la population a également subi des changements importants. En 1881, les dix arrondissements du centre formaient 45,7 % de la population ; en 1911, ils ne comprennent plus que 35 % du nombre total des habitants. Ce sont surtout les XIV^e, XV^e et XVI^e arrondissements qui se sont développés. Leur densité superficielle a donc augmenté ; mais si l'on considère le quotient du chiffre de la population par la surface bâtie, on constate qu'elle est demeurée stationnaire.

L'examen des chiffres relatifs aux nombres des immeubles montre que c'est également dans la période 1891-1901 que l'on a le plus construit. De 1878 à 1911, les locaux d'habitation ont augmenté de 685.000 à 993.000, soit un accroissement d'environ 45 %. Cependant la proportion des locaux vacants diminue ; sur 100 locaux il y en avait 29 de vacants en 1901 ; il n'y en a plus que 11 en 1911.

La valeur des immeubles a beaucoup augmenté. La comparaison que l'on peut effectuer doit principalement porter sur les deux années 1901 et 1911, car l'évaluation de la valeur des immeubles n'a pu être faite de la même façon en 1889 et en 1901 ou 1911. De 1901 à 1911, la valeur globale des immeubles a passé de 13 milliards 813 millions à 15 milliards 164 millions, soit un accroissement d'environ 1 milliard 300 millions, dont un quart revient au XVI^e arrondissement. La valeur moyenne des immeubles ressort à 170.000 francs en 1911 au lieu de 155.000 francs en 1901.

On a des indications plus précises pour la valeur locative des maisons et usines. De 417 millions en 1862, elle a atteint 879 millions en 1901 et 1 milliard 15 millions en 1911. On peut constater que, dans le centre, la valeur locative des locaux commerciaux a augmenté tandis que celle des appartements diminuait : c'est exactement le contraire pour les arrondissements de la périphérie.

Les immeubles et les locaux ont été classés en vingt-sept catégories, d'après le montant de leur rapport. A ce point de vue, on remarque que les revenus les plus élevés sont concentrés dans un petit nombre d'arrondissements. M. Meuriot étudie ensuite le développement de l'impôt foncier, de l'impôt sur les portes et fenêtres, des patentes et de la contribution personnelle-mobilière. Finalement, il dégage de son étude les conclusions suivantes : on constate d'abord un déplacement dans le classement social de la propriété, si l'on ne considère que les locaux d'habitation ; leur valeur tend à diminuer dans les arrondissements du centre. Ensuite le développement de la richesse a été plus considérable dans les quartiers de l'ouest que dans ceux de l'est.

M. Alfred NEYMARCK fait remarquer que l'augmentation du prix des immeubles et des loyers peut tenir à quelques causes principales :

1° L'accroissement de la population parisienne sédentaire et de la population flottante, étrangers, provinciaux, etc. ;

2° Les achats importants d'immeubles qui ont été effectués par de grandes associations de capitaux, sociétés d'assurances, collectivités, etc., au fur et à mesure que le rendement des titres mobiliers a baissé ;

3° Les facilités de communications, leur rapidité, leur coût peu élevé ont permis à la population parisienne d'habiter la périphérie et de s'y rendre en moins de temps qu'il n'en fallait, il y a peu d'années encore, de la Madeleine à la Porte Saint-Denis, de là, la construction d'immeubles éloignés du centre, et leur location rapide.

Ce sont surtout les appartements ayant un loyer de 1.500 à 2.500 francs, pour les familles bourgeoises qui font presque défaut, en même temps que les petits loyers de 500, 700 et 800 francs sont presque introuvables. De nombreuses demandes d'autorisations de bâtir ont été faites ; on peut s'apercevoir qu'il se construit beaucoup de maisons nouvelles ; peut-être la hausse considérable des loyers pourra-t-elle avant peu de temps être enrayée quand tous ces immeubles nouveaux seront construits.

M. DESROYS DU ROURE signale que, dans la dernière période décennale, l'augmentation de la population a été proportionnellement plus rapide que l'accroissement du nombre des locaux vacants. Il ne faut donc pas s'étonner de l'augmentation du prix des loyers ; l'on a assisté au libre jeu de la loi de l'offre et de la demande. Depuis trois ans, le nombre des autorisations de bâtir est devenu considérable. Mais les nouvelles constructions sont principalement des habitations comprenant des appartements à loyer élevé. Elles ne remédieront aucunement à l'insuffisance du nombre des appartements dont le loyer est moyen ou faible.

M. CADOUX remercie M. Meuriot de sa communication si substantielle. Il dit que les livres fonciers publiés par M. Fontaine sont une mine inépuisable pour ce qui concerne la vie économique de Paris. Il serait désirable que les municipalités de Berlin, Vienne, Saint-Petersbourg, Moscou, Londres, Bruxelles, Rome publient des renseignements analogues. La comparaison des chiffres serait curieuse ; on pourrait voir notamment que l'augmentation des loyers est loin d'être aussi considérable à Vienne qu'à Paris.

M. le PRÉSIDENT remercie M. Meuriot et les divers orateurs qui ont pris part à la discussion.

Il fixe ainsi qu'il suit l'ordre du jour de la séance du 18 décembre 1912 :

1° *Ouverture de scrutin pour le renouvellement partiel du Conseil ;*

2° *Le développement économique, commercial, industriel et financier depuis un siècle et le mouvement international des marchandises, des capitaux et du crédit,* par M. Alfred Neymarck ;

3° *Les céréales dans le monde,* par M. Yves Guyot ;

4° *Les statistiques de la production, en particulier, le census de production de 1907, en Angleterre,* par M. Michel Huber.

La séance est levée à 11 heures.

Le Secrétaire général,
Alfred BARRIOL.

Le Président,
DESROYS DU ROURE.

II

Annexe au Procès-verbal de la séance du 20 novembre 1912

Nous avons reçu de notre excellent collègue, le D^r E. Würzburger, secrétaire général de la Société allemande de Statistique, la communication suivante, dont il est fait mention dans le procès-verbal ci-dessus.

LA SOCIÉTÉ ALLEMANDE DE STATISTIQUE ET SA II^e SESSION A BERLIN

(Octobre 1912)

Tandis que, dans presque tous les pays où l'on cultive la statistique et où il existe des bureaux de statistique, les personnes intéressées à cette science se sont depuis longtemps réunies en groupements scientifiques spéciaux, et tandis que ces unions, séparées au point de vue de la nationalité, sont arrivées, depuis vingt-sept ans, dans leur ensemble, à une sorte de couronnement grâce à l'Institut international de Statistique, ce n'est que depuis peu de temps que l'on trouve quelque chose d'analogue en Allemagne, où cependant le nombre d'organisations statistiques et de chaires universitaires de statistique dépasse de beaucoup celui de toutes les nations, sans aucune exception.

L'explication de ce phénomène, qui doit d'autant plus nous surprendre que, précisément en Allemagne, il a été fondé pour toutes les branches de la science, non pas un seul, mais de nombreux groupements, tantôt locaux, tantôt généraux, réside principalement dans ce fait que les occasions ne manquaient pas pour des délibérations de différents *groupes indépendants* de statisticiens. Mentionnons avant tout les nombreuses conférences des statisticiens de l'Empire et des divers Etats, qui commencèrent dès la fondation de l'Empire et l'organisation à Berlin d'un bureau central statistique spécial. Leur but n'était primitivement que de préparer les rapports du « Bundesrat » sur les recensements ; mais bientôt les délibérations s'étendirent aussi à tous les relevés s'appliquant à l'ensemble de l'Empire, soit qu'ils n'aient lieu qu'une fois, soit qu'ils se reproduisissent périodiquement ; depuis 1897, ces conférences eurent lieu tous les ans. Elles ont un caractère strictement officiel et ne sont suivies que par les représentants des bureaux officiels de la statistique de l'Empire et par ceux des Etats, et, dans des cas exceptionnels, par les représentants d'autres organisations administratives, lorsque ces dernières se trouvent particulièrement intéressées à des relevés statistiques. Il n'y a pas d'organisation bien établie pour ces conférences.

En outre, les grandes villes qui possèdent des bureaux de statistique municipale qui leur sont propres ont organisé pour la première fois, en 1879, des consultations d'ensemble des chefs de ces bureaux, consultations qui se renouvelèrent par la suite suivant les besoins et, depuis 1899, chaque année.

En 1903, ils arrivèrent à constituer une organisation, l'« Association des Statisticiens municipaux allemands », qui sert surtout à faciliter l'étude des affaires et qui exclut les questions personnelles.

Déjà la dualité de ces conférences démontrait le besoin d'un lieu de réunion commun, car, bien que le but immédiat des deux organisations, correspondant à leur caractère officiel, ait eu surtout un caractère pratique administratif, les questions théoriques liées aux relevés statistiques sont souvent l'objet de discussions complètes dans ces deux milieux, qui n'ont aucune relation l'un avec l'autre et qui, cependant, dans leur activité officielle, se trouvent souvent dirigés sur les mêmes voies.

Mais les maîtres de la statistique administrative, les docteurs « ès statistique » chargés de cours de statistique dans les écoles supérieures et les Universités, se passèrent entièrement de réunions et il en fut de même des statisticiens occupant des fonctions privées ou des spécialistes de la statistique scientifique.

Cependant, au point de vue de la science, tous ces groupes ont des rapports étroits. Le statisticien administratif ou des organisations privées (assurances, etc...) puise toute sa capacité de travail dans l'étude scientifique approfondie de ses devoirs et, en exposant méthodiquement les résultats statistiques et les coordonnant analytiquement, il se trouve pourvoir ainsi à l'activité des autres statisticiens qui se produisent dans les salles de conférences universitaires ou littéraires.

Aussi le besoin se faisait-il sentir impérieusement de la création d'une réunion

de tous ceux qui, en matière de travaux statistiques, pouvaient compter comme « statisticiens » dans le sens le plus large du mot et en limitant seulement ce sens à la recherche scientifique des problèmes statistiques.

La diversité du domaine de recherches des bureaux allemands de statistique donna une impulsion générale à cette réunion. Dans ces bureaux, en Allemagne (comme aussi dans quelques autres pays d'Europe), on sait que l'on dresse non seulement la statistique de la population de l'État ou de la ville où se trouve le bureau, mais il est aussi de règle de s'occuper de la statistique des autres branches administratives de cet État ou de cette ville (sauf de celles purement techniques) qui touchent aux questions sociales et économiques.

Cette diversité eut alors pour conséquence, que les statisticiens administratifs se rapprochèrent des très nombreuses et très diverses associations scientifiques et professionnelles dont l'activité touchait à la statistique officielle.

Le gaspillage d'efforts en résultant fut cause que l'on saisit volontiers l'occasion de se joindre *in corpore* à l'une de ces sociétés qui a des rapports très étendus avec la statistique : « La Société allemande de Sociologie », lorsque cette société, pendant l'automne 1910, décida de fonder des sections indépendantes, en rapport avec leur objet particulier.

Ainsi fut formé, la veille du soixante-dixième anniversaire du grand maître de la statistique allemande, G. von Mayr, le 10 février 1911, lors d'une réunion dans sa maison de Munich, un comité qui prépara la fondation de la « Société allemande de Statistique » comme la première de ces sections. On convoqua à Dresde, lors d'une session de l'Union des Statisticiens municipaux allemands, une réunion où fut constituée, le 17 juin 1911, la Société allemande de Statistique avec un effectif de 100 membres (nombre qui est arrivé depuis à 124) et qui nomma président M. von Mayr.

D'après les statuts, la qualité de membre ne peut être acquise que par le vote, et seuls l'ont ceux qui sont ou furent effectivement « statisticiens » dans l'ordre universitaire, administratif ou privé, en comprenant aussi ceux qui, versés dans un domaine spécial de connaissances, s'occupent de l'application des méthodes statistiques.

Cette société n'est pas réservée aux seuls Allemands de l'Empire mais est ouverte aux statisticiens allemands de tous les pays. Cette chose est nécessaire si on considère le but scientifique de la Société et ce fait que les statisticiens dans les pays voisins de langue allemande (qui d'ailleurs organisent des conférences analogues dans un but administratif, comme cela se fait en Allemagne) ne sont pas suffisamment nombreux pour former une société scientifique particulière.

Les assemblées générales des membres participants doivent, d'après les statuts, être réunies au moins tous les deux ans. Mais après les deux réunions qui ont eu lieu à Berlin les 22 et 23 octobre 1912, on a l'intention d'en instituer la troisième en 1913.

Dans ces assemblées, on examine et on discute des questions scientifiques dont la réalisation doit dépendre, au moins dans le domaine de la pratique, des relevés statistiques. Lors de la première réunion de 1911 à Dresde, dont la plus grande partie fut employée à l'établissement des statuts, il ne resta de temps que pour deux propositions (sur la statistique matrimoniale et sur l'enseignement de la statistique dans les écoles supérieures). La réunion plus nombreuse de Berlin en octobre 1912 s'occupa d'un programme très chargé.

Un point de l'ordre du jour traita des résultats statistiques et justement de la diminution des naissances que l'on constate actuellement et dont parla le professeur Oldenberg, de Greifswald. On sait que ce recul du nombre des naissances n'avait pas arrêté jusqu'ici l'accroissement du chiffre de la population de l'Empire parce qu'il était compensé par une diminution de la mortalité, en particulier pour les enfants dans leur première année de vie. Au cours de la discussion une divergence de vues eut lieu sur le fait de savoir si, comme le pensent le rapporteur et d'autres membres, il faut s'attendre, d'une façon certaine et pour longtemps, à ce

que la situation, d'après ce que l'on a constaté jusqu'alors, soit défavorable dans les deux sens — c'est-à-dire que le nombre des naissances continue à rétrograder tandis que la mortalité augmente ou cesse au moins de rétrograder.

En particulier, la démonstration du professeur von Borkiewicz de Berlin fit voir que, d'après la durée actuelle moyenne de la vie en Suède, un nombre de 2,4 enfants par ménage suffisait pour conserver l'état actuel de la population.

Par ailleurs, le sujet tomba sur les devoirs, l'organisation et la technique de la statistique.

Le Dr Wilms, premier bourgmestre de la ville de Posen, membre de la Chambre des Seigneurs de Prusse, parla de l'établissement de la statistique et des bureaux de statistique au sein des administrations de l'Etat et des communes et affirma qu'il fallait décentraliser le plus possible la statistique, c'est-à-dire qu'il fallait fonder des bureaux provinciaux pour les plus petits arrondissements, bureaux qui seraient chargés d'exécuter et de préparer les relevés statistiques pour ces arrondissements.

Des échanges de vue eurent lieu ensuite sur l'enseignement statistique dans les écoles supérieures. Une commission formée au congrès de l'année précédente avait recueilli, par une enquête auprès des docteurs, de nombreux documents au sujet des conférences statistiques faites en langue allemande dans ces dernières années dans 48 écoles supérieures. Ces documents furent produits imprimés à l'Assemblée de Berlin accompagnés de vœux des docteurs sur les moyens d'enseigner et d'apprendre, sur les questions posées aux examens de statistique, sur la façon de diriger les « Pflichtcollegien », sur la fondation de cours pratiques pour les employés d'administration, sur les cours populaires de statistique (University Extension) et autres.

Les deux rapporteurs, le professeur Dr Schmid de Leipzig et le directeur Dr Wolff de Halle, agitèrent la question de savoir jusqu'à quel point il fallait rendre obligatoire l'audition de conférences statistiques.

Le Dr Roesle de Dresde, rapporteur de la question de l'ordre du jour « Représentations graphiques statistiques », est un homme particulièrement capable de rassembler les recherches pratiques faites au moyen de graphiques statistiques. Il dirige, en effet, depuis de nombreuses années un bureau dont le but est la représentation graphique des résultats de la statistique démographique et médicale de tous les Etats et de toutes les villes. Les exposés du Dr Roesle s'étendent sur les matières avec des arguments techniques et scientifiques.

Dans le domaine de la technique des chiffres, citons les rapports de l'ingénieur Williams, représentant à Berlin de la Compagnie des Machines Hollerith, et de l'inventeur d'une autre machine à compter, l'ingénieur en chef Haggenmiller de Munich. Les deux orateurs ont mis en valeur leurs machines agencées pour fonctionner électriquement.

Enfin le Dr Jaeckel, de Charlottenburg, montra la nécessité d'une bibliothèque centrale de statistique pour tous les statisticiens allemands. Il y rattacha un avis pratique que l'Assemblée transmit au Comité de direction pour une solution ultérieure.

L'assemblée était nombreuse, composée de gens de toutes les parties de l'Empire allemand, ainsi que de l'Autriche et des pays voisins. Elle laissa à tous ses membres l'impression que la session s'était montrée comme trait d'union nécessaire entre les statisticiens et comme centre indispensable de toutes les recherches scientifiques de statistique pour l'avenir.

Un rapport détaillé sur les débats formant le procès-verbal sera publié dans le « Bulletin central de Statistique allemande » — *Deutsches statistisches Centralblatt* — (probablement janvier 1913).

Dr Eugène WÜRZBURGER,

Secrétaire général de la Société allemande
de Statistique (Dresde).